

Recherche usagers·ères

Directrices et directeurs financiers, via l'Assemblée des
départements de France (ADF)

Sommaire

Méthodologie

[P3 : Objectifs du questionnaire](#)

[P4 : Étude qualitative](#)

Analyse des réponses

[P5 : Profil des répondant·e·s](#)

[P6 : Sources statistiques utilisées dans le cadre professionnel](#)

[P7 : Focus sur : le recours aux cabinets privés](#)

[P8 : Retours sur les propositions : fiche département](#)

[P9 : Retours sur les propositions : focus sur la comparaison](#)

[P10 : Retours sur les propositions : page publications filtrées par département](#)

Conclusion

[P11 : L'apport potentiel d'Open Collectivités aux départements](#)

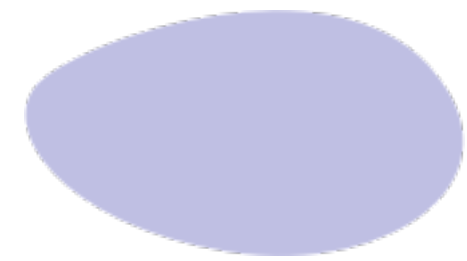
[P12 : Sur les hypothèses de cadrage](#)

[P13 : Sur le positionnement d'Open Collectivités](#)

Annexe

[Réponses brutes](#)

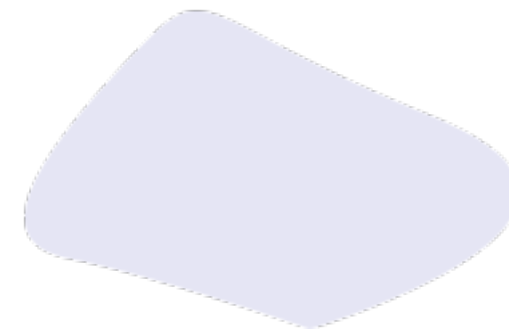
Objectifs du questionnaire



Pourquoi diffuser ce questionnaire ?

Pour pallier à l'absence de phase d'immersion au sein des Collectivités Locales.

Pour valider les hypothèses formulées en cadrage sur l'objectif du portail et les usager·ère·s auxquels·les il s'adresse en priorité.



Qu'a-t-on voulu apprendre à travers les réponses ?

Nous avons souhaité comprendre un peu mieux **qui sont les agents·tes**, quelles sont leurs tâches quotidiennes et leur rapport à la statistique publique.

Nous avons souhaité comprendre **s'ils·elles utilisaient des solution publiques ou privées et pour quelle raison.**

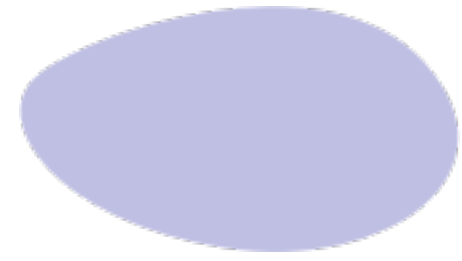


Quels types d'actions envisageons-nous de déployer suite au questionnaire ?

Confirmer ou infirmer les hypothèses établies en cadrage en tenant compte à la fois des réponses des agents·tes, des sources à notre disposition et de la faisabilité technique de leur mise à disposition sur le portail Open Collectivités.

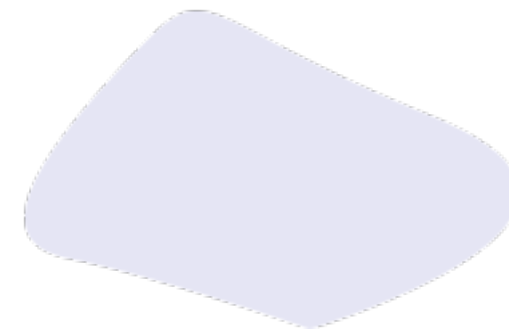
Plus concrètement, **repositionner Open Collectivités dans l'éco-système existant dans les Collectivités Locales, et re-prioriser les usagers·ères ciblés en priorité le cas échéant.**

Étude qualitative



Hypothèses issues du cadrage projet

- Usagers·ères prioritaires : agents des Directions financières des conseils départementaux.
- Besoin : simplifier l'accès aux dépenses fonctionnelles d'un département choisi.



Questionnaire

- Questionnaire diffusé par mail le 4 février 2021 via l'Assemblée des départements de France (ADF) aux Directions financières des départements. 4 questions fermées, 4 questions ouvertes, 2 retours ouverts sur des maquettes.
- Nombre de personnes ayant reçu le questionnaire : inconnu.
- Nombre de réponses : 16, reçues entre le 4 février et le 4 mars.



Entretiens en visio

- 2 personnes ont accepté de participer aux tests plus avant après avoir répondu au questionnaire.
- Cela a débouché sur 2 entretiens de 45 min effectués en visio les 19 et 25 février.

Profil des répondant·e·s

Fonction

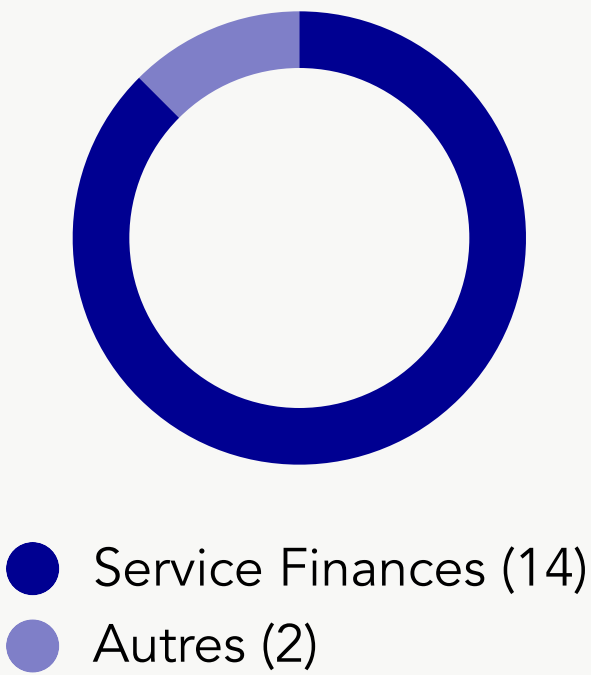
Le questionnaire ayant été diffusé spécifiquement aux Directions financières des départements, on retrouve logiquement plus d’agents·tes au sein d'un service de type délégation finances et pilotage.

Les 2 autres agents·tes travaillent au sein d'autres services (culture, sport, jeunesse, communication, documentation...).

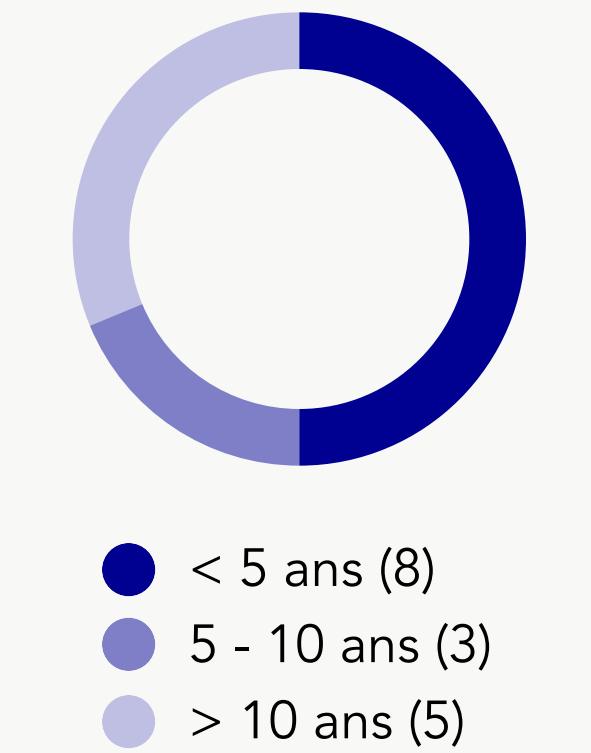
Prise de poste

Le nombre d’années passées au poste actuel est assez varié, de la prise de poste récente à 10 ans et plus.

Quelle est votre fonction ?



Depuis combien de temps occupez-vous cette fonction ?



Sources statistiques utilisées dans le cadre professionnel

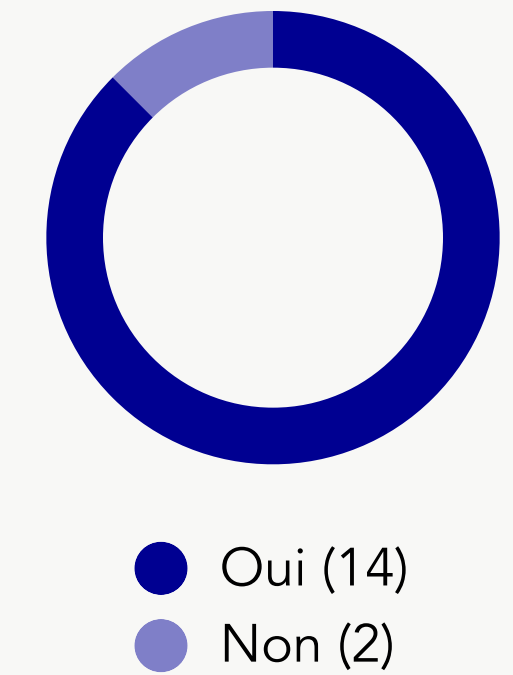
Utilisation de sources statistiques publiques

Seuls deux agents·tes disent ne pas utiliser la Statistique Publique, mais l'un·e d'entre eux indique utiliser les statistiques de l'INSEE plus loin dans le questionnaire.

Le terme "statistique publique" est peu employé à part pour reprendre les termes du questionnaire. Ce sont plutôt les termes benchmark, indicateurs financiers, repères, éléments d'appréciation, tableaux de bord, mises en contexte, portrait de territoires...

Lors des 2 entretiens en visio, on remarque que **les données et publications existantes sont peu connues alors même qu'elles pourraient être utiles aux personnes interrogées** : aucun ne connaît data.ofgl.fr, l'un d'entre eux me demande de lui remonter l'accès aux publications DESL... Lors de la visio no1, l'un d'entre eux me dit ne pas trouver les chiffres nécessaires à la prévision du Fonds national de péréquation des droits de mutation à titre onéreux - DMTO, et lors de la visio no2 l'utilisateur m'oriente vers une source qui publie ces chiffres (CGDEDD).

Dans le cadre de votre activité professionnelle, utilisez-vous des données statistiques publiques ?



Sources publiques nationales et locales citées

Banque Postale, INSEE, DGCL, Banque de France, Ministère du Travail, Newsletter Localtis (Banque des Territoires), [Le kiosque \(commerce extérieur\)](#), [CGDEDD \(Droits de mutation\)](#), Infogreffe (défaillance des entreprises), Bercy, [Armorstat](#)

Sources privées citées

Cabinets de Conseil ([RCE](#), [FSL](#) via l'ADF), Cabinets qui proposent un logiciel de prospective, Geoclip (données INSEE), Observatoire de Seldon

Focus sur : le recours aux cabinets privés

Pourquoi y recourir ?

Les raisons qui justifient le recours à des prestataires privées sont facilement résumables :

- Obtention de **données plus fraîches** (à nuancer par la **fiabilité de la donnée** : celles-ci sont basées sur du **déclaratif**, donc peuvent servir à donner des tendances utiles au pilotage quotidien, pas à produire des rapports basés sur de la donnée fiable - info issue de l'entretien visio no1).
- Obtention de données analysées et mises en forme **"clé-en-main"**, dans un format exploitable.
- **Rassemblent des données dispersées**, et permettent d'appliquer facilement des **filtres**

"Le recours au cabinet privé permet d'obtenir des éléments plus rapidement que par la statistique publique et d'avoir des éléments d'appréciation."

"La statistique publique est publiée avec un différé qui est trop long."

"La statistique publique est intéressante mais elle est brute, l'avantage du cabinet privé relève de la mise en perspective et des propositions clé en main de mise en forme de la donnée."

"Trop d'information non exploitable (rapport pdf ou html) et du coup difficile de trouver une information avec un tableau de donnée et avec une granularité plus locale"

- Répondants·es au questionnaire

Retours sur les propositions : fiche département

Les plus

- Ergonomie et infos présentées sur la page plutôt bien accueillies
- Comparatif très attendu

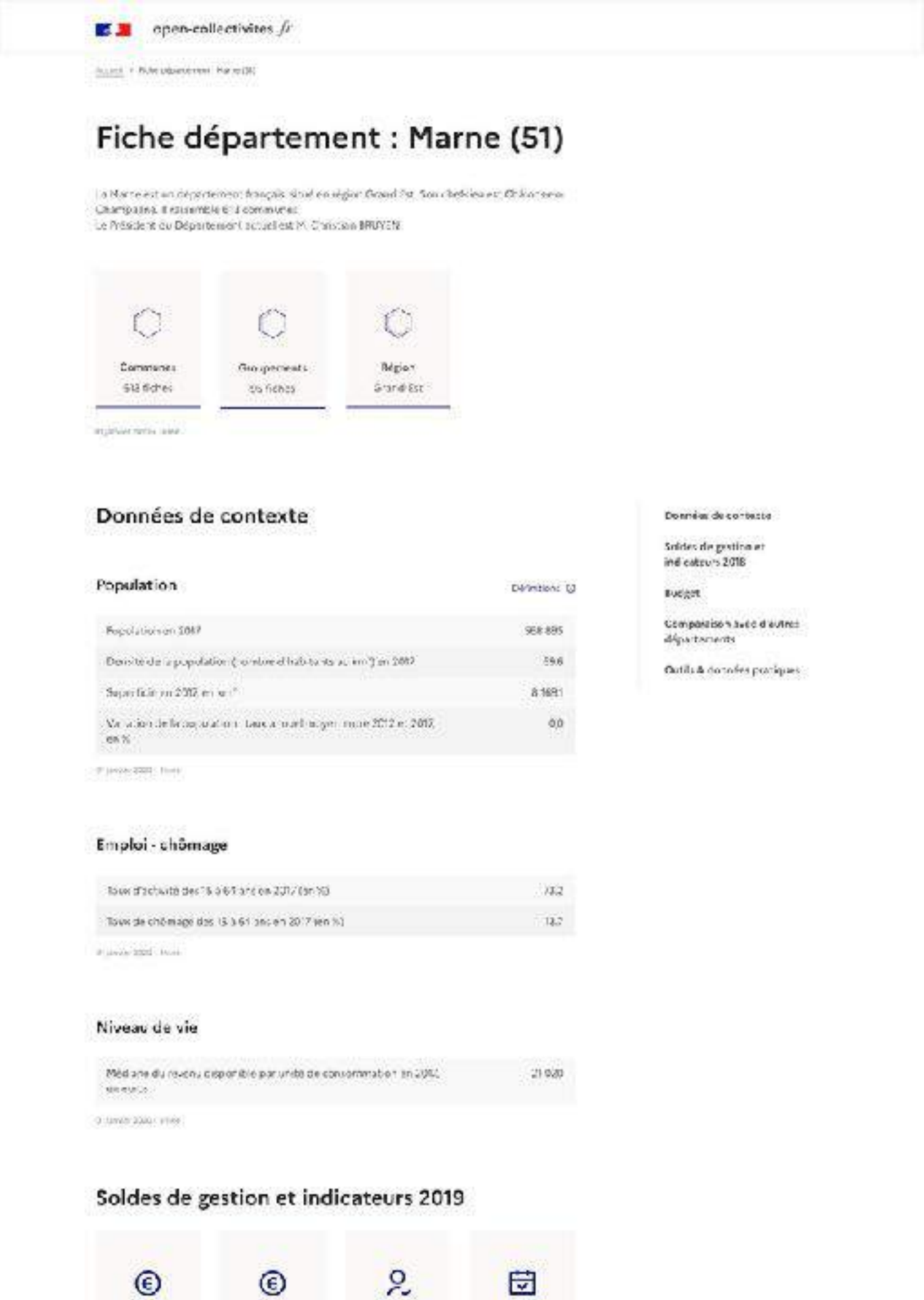
Les moins

- Données trop vieilles et pas assez détaillées (à nuancer en fonction du public qui répond).

Données à creuser

Cela dépend si l’on garde une approche généraliste ou plus axée finances, voir en slide 13 :

Taux de pauvreté, indicateurs servant au calculs de la péréquation verticale / horizontale, nombre de bénéficiaires du RSA, Nombre de MNA, Km de route, données fiche DGF, CNSA...



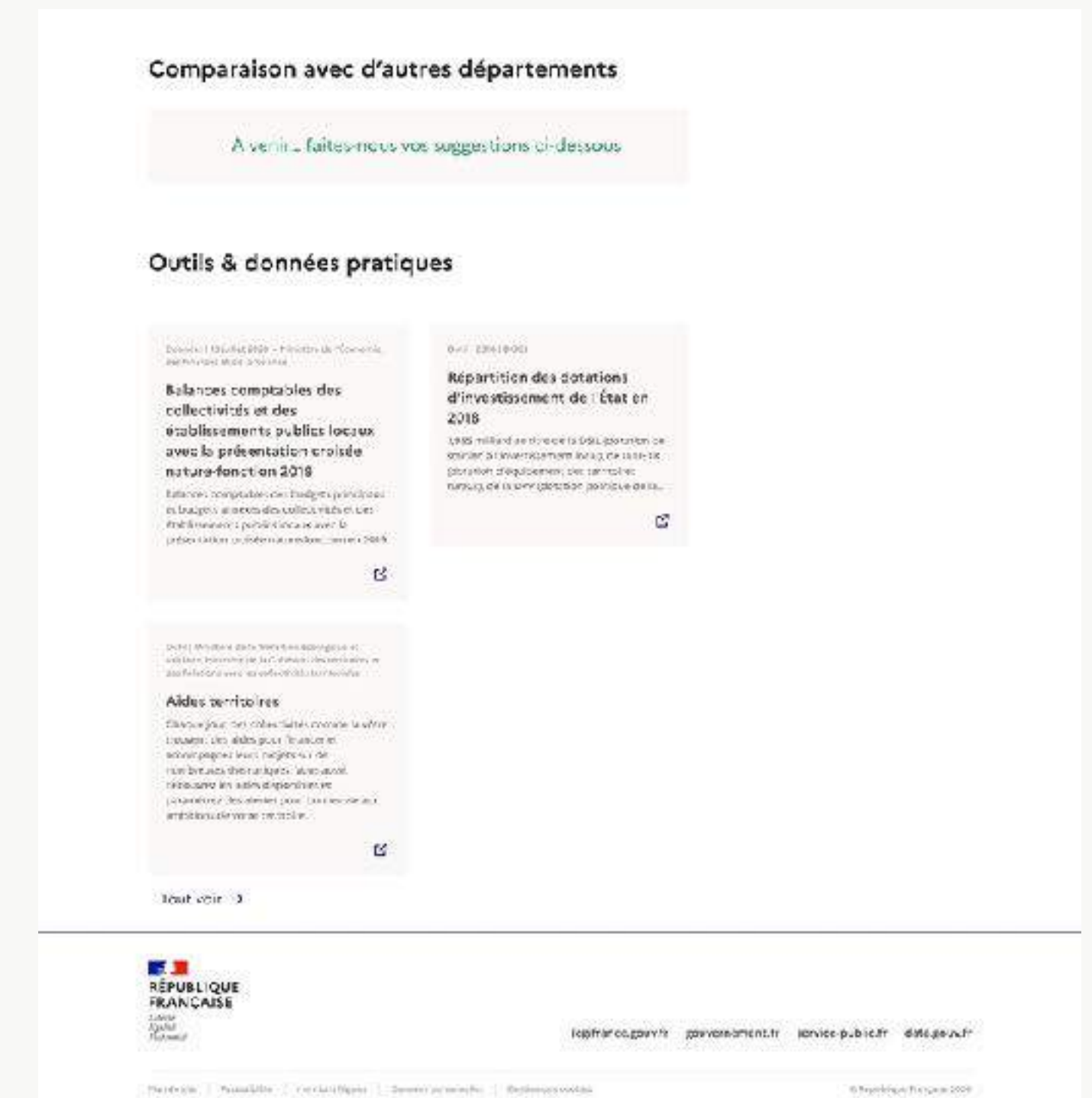
Retours sur les propositions : focus sur la comparaison

La comparaison est évoquée spontanément avant même d’être proposée en maquette

“Les élus sollicitent enfin souvent des comparaisons pour situer la collectivité.”

Besoin

- Analyse comparative entre collectivités de même strate (départements de telle strate démographique, ayant plus de tel % de voirie en zone montagne)
- Série d'indicateurs financiers et démographiques : dépenses sociales, demandeurs d'emploi dans le Département pour comparer à l'évolution du nombre de bénéficiaires RSA,...
- Sur les 5 dernières années



Retours sur les propositions : page publications filtrées par département

Les plus

- Ergonomie et infos présentées sur la page plutôt bien accueillies
- Filtres jugés pertinents (à nuancer car difficile à juger sur une simple image)

Les moins

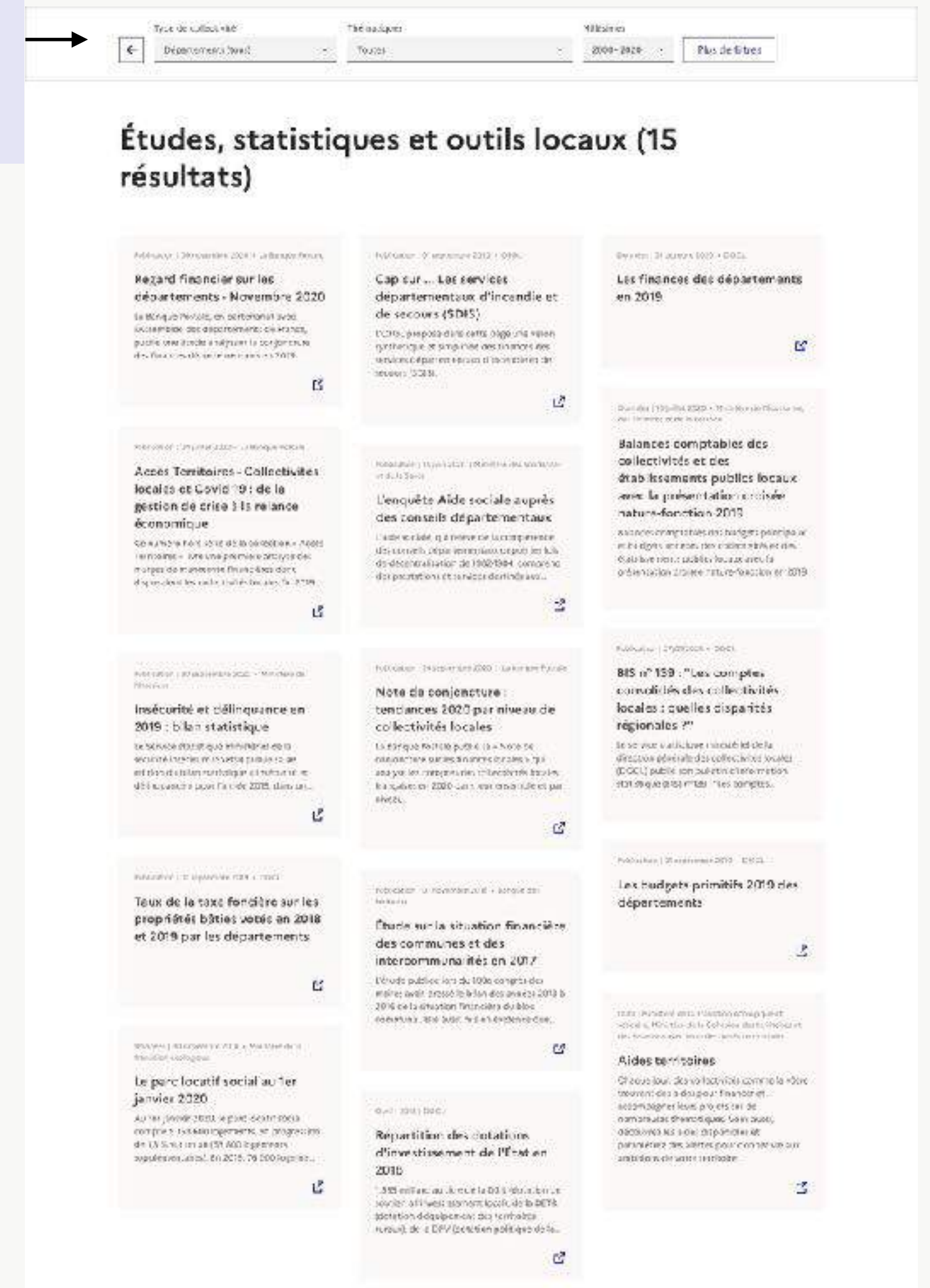
“Quelle articulation avec data.gouv? La multiplication des portails brouille la visibilité.”

Données à creuser

Cela dépend si l'on garde une approche généraliste ou plus axée finances, voir en slide 13 :

Des indicateurs statistiques mensuels ou trimestriels liés à l'activité économique (impact fctva, emploi/rsa), aux dépenses sociales (revalorisations d'allocations, nombre de bénéficiaires par thématiques, changement de plafonds...) , à la fiscalité, à l'inflation (dont BTP, construction impact dépenses d'investissement routes et bâtiments)), à l'activité immobilière (impact droits de mutation, emploi) ...

Mettre le filtre “Type de contenu” en 1^è lecture



L'apport potentiel d'Open Collectivités aux départements



Tâches pouvant être facilitées par Open Collectivités

- Préparation budgétaire / DOB
- Rédaction de rapports : prospectives et rétrospectives, pilotage stratégique, "portraits de territoires"
- Préparation de tableaux de bord / indicateurs-clés d'aide à la décision pour les élus du département

Pourquoi ?

- Ces tâches nécessitent de la donnée fiable, et très souvent un comparatif avec les départements de même strate qui est compatible avec le secret statistique.



Tâches ne pouvant pas être facilitées par Open Collectivités

- Gestion comptable et budgétaire de la collectivité en temps réel, et audit interne

Pourquoi ?

- Ces tâches nécessitent des données fraîches et ne respectant pas forcément le secret statistique.
- Des outils de pilotage sont déjà en place au sein des collectivités, accompagnés parfois de recours à des cabinets privés.

Sur les hypothèses de cadrage

Validation des hypothèses émises en cadrage projet

Rappel de l'hypothèse sur l'objectif émise en cadrage projet : Open Collectivités fournit des éléments-clés notamment aux Services financiers du Conseil départemental, pour les informer et les aider à faire des choix de politique publique. Avec pour impact : faciliter les réponses par mail aux demandes des usagers (avoir un lien prêt-à-l'emploi à leur fournir par exemple).

On peut dire que **les hypothèses émises en cadrage sont validées à quelques nuances près :**

- **Open Collectivités doit être maintenu à jour** : les données indexées ne doivent pas renvoyer vers des liens morts, que ce soit pour transmettre les liens par mail ou pour que les utilisateurs puissent les enregistrer en favoris.
- **Open Collectivités doit proposer les données et publications les plus fraîches possibles** (toujours la dernière version disponible). Si possible mise en ligne "au fil de l'eau" (trimestrielle, semestrielle) des contenus DGCL.

"Le problème c'est qu'on passe beaucoup de temps à chercher les infos, et même une fois trouvées et mises en favori, les adresses ne sont plus bonnes et on perd les sources"

"Les élus sont friands de données trimestrielles ou semestrielles."

- Entretien visio no 2

Sur le positionnement d'Open Collectivités

Portail financier ou généraliste ?

Les données présentées ne semblent pas assez détaillées pour les Services Financiers.

Il faut donc prioriser un **portail généraliste** qui s'adresse à tous avec des informations "haut niveau" **ou bien recentrer la thématique sur les finances** et leur mise en contexte (ce qui intéresse également la société civile a priori).

Place au sein de l'éco-système existant

Open Collectivités doit se positionner dans l'éco-système existant au sein des départements comme **complémentaire des outils de gestion interne** qui servent à piloter la gestion au quotidien.

Open Collectivités peut se positionner comme proposant des **données rétrospectives fiables et analysées**. Et pouvant servir de base à des rapport / tableaux de bord, mais pas comme un outil de gestion au quotidien.

L'articulation avec data.gouv.fr doit également être présentée de façon claire :

Open Collectivités peut être un point d'entrée vers les organismes certifiés des CL qui y postent des jeux données.

Pérennisation

Enfin, Open Collectivités **doit participer d'un mouvement qui aide à faire connaître les publications, données et outils statistiques, et qui dépasse le produit portail.**

La pérennisation passe un travail du côté des sources recensées sur le portail : remplacer les liens changeants par des **permalien**s, référencer les différents millésimes d'une même publication sur un lien unique, reprendre ces entrées dans des **flux rss augmentés de meta-données** (notamment qui rend automatique le tri entre publications au niveau national ou territorial).

Recommandations concrètes

Fonctionnalités phares à prioriser

- **Comparatif** entre départements de même strate sur la comptabilité fonctionnelle, la fiscalité et les subventions.
- **Exports** comparatifs entre CL pour insertion dans des rapports (tableaux .csv ou .xls ?). Exports fiches CL à confirmer.
- **Données millésimées** avec rétrospective possible sur 5 ans.
- **Notification** des nouveaux contenus mis en ligne (newsletter filtrée sur strate / thématique par exemple).
- Travail sur la **pérennisation des liens et la construction des flux rss des sources référençables sur le portail** (prise de contact, diffusion de bonnes pratiques, instance qui coordonne les SSM...).
- Mise en avant des données et publications de la DESL sur le portail Open Collectivités. Par exemple, publication des nouveaux BIS au format web pour pouvoir les intégrer à des rapports ?